

20 avenue Viton  
Marseille Cedex 09

Rue Saunier 83200 TOULON

5 rue d'Arcole 13006 Marseille  
agence.sud@nomade.info  
09 71 74 01 02

Bureaupôle - Bât.A  
2 avenue Elsa Triolet 13008 Marseille  
04 91 53 20 69

5 rue Louis Blanc 13400 Aubagne  
06 12 06 93 72

24 traverse de Claire voie 13012 Marseille  
06 77 77 39 33

130 avenue de Gairaut 06100 Nice  
06 45 36 99 19

2 boulevard des Alisiers 13009 Marseille  
06 03 31 57 47

7 - 9 Rue Jean Mermoz, 13008 Marseille  
04 94 08 01 29



Désignation du document :	Phase :
B. PIECES ECRITES	DCE
<b>Charte chantier à faibles nuisances</b>	
Auteur : Ethikurbaine	
Echelle : -	N° du document :
	B.9

[illegible]

## TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS .....	2
Article 1 : PREAMBULE ET CONTEXTE .....	3
Définition des objectifs.....	3
Article 2 : MODALITES CONTRACTUELLES.....	4
Article 3 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION .....	5
Article 4 : ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER INTERIEUR .....	6
Plan d’installation du chantier intérieur .....	6
Propreté du chantier et entretien.....	6
Circulations et stationnement.....	6
Signalisation et sécurité .....	7
Affichage et communication .....	7
Article 5 : MAITRISE DES NUISANCES INTERIEURES .....	8
Nuisances sonores.....	8
Poussières et qualité de l’air .....	8
Nuisances olfactives et produits chimiques .....	8
Protection des ouvrages existants .....	9
Respect de l’environnement immédiat.....	9
Respect de La vie privée et du voisinage.....	9
Article 6 : GESTION DES DECHETS .....	9
Tri à la source .....	9
Stockage temporaire et évacuation .....	10
Limitation des volumes .....	10
Comportement des intervenants.....	10
Article 7 : ENGAGEMENTS DU SIGNATAIRE.....	11
Annexe 1 : Bordereau de suivi des déchets .....	12
Annexe 2 - Tableau d’identification des intervenants, suivi de la sensibilisation.....	14
Annexe 3 - Modele de fiche de releve des consommations .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## AVANT PROPOS

Le présent document constitue la charte de chantier à faibles nuisances applicable dans le cadre des travaux d'aménagement intérieur des futurs bureaux de l'URSSAF PACA, situés rue Saunier à Toulon. Cette opération vise à aménager plusieurs plateaux de bureaux répartis du rez-de-chaussée au cinquième étage d'un immeuble neuf, pour une surface totale d'environ 2 800 m<sup>2</sup>.

L'objectif de cette opération est de proposer des espaces de travail modernes, fonctionnels et conformes aux meilleures pratiques en matière de qualité de vie au travail, d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap, et de respect de l'environnement intérieur. Le projet s'inscrit notamment dans une démarche de labellisation OsmoZ – Aménagement et Accessibilité Certivée, ce qui impose une attention particulière à la qualité d'exécution des travaux et à la maîtrise de leur impact sur l'environnement intérieur immédiat.

Les interventions prévues concernent principalement les corps d'état suivants : pose de cloisons et faux-plafonds (plaquistes), travaux de peinture, travaux de menuiserie intérieure (portes, agencements, habillages), pose de revêtements de sols, mise en œuvre de la signalétique intérieure, installation de mobilier de bureau et travaux techniques liés à l'électricité et à l'éclairage intérieur.

Bien qu'il s'agisse exclusivement de travaux en intérieur, sans intervention sur les espaces extérieurs ou sur les structures porteuses du bâtiment, il est essentiel d'encadrer strictement les pratiques de chantier pour limiter les nuisances envers les autres utilisateurs de l'immeuble, protéger les zones déjà réalisées, maintenir un environnement de travail sain et sécuriser le déroulement du chantier pour l'ensemble des personnels intervenants.

La présente charte rappelle ainsi les principales obligations environnementales, sanitaires et organisationnelles que doivent respecter toutes les entreprises intervenantes, leurs cotraitants et leurs éventuels sous-traitants. Elle vient compléter les pièces contractuelles du marché de travaux et précise les règles spécifiques d'intervention dans un environnement occupé ou prochainement occupé.

Chaque entreprise devra faire preuve d'une grande rigueur dans le respect des règles de propreté, de gestion des déchets, de limitation des nuisances sonores et poussiéreuses, ainsi que dans la protection des aménagements livrés ou en cours de livraison. Un engagement particulier est également attendu pour appliquer les prescriptions relatives à l'accessibilité et à l'ergonomie des aménagements, afin de garantir l'atteinte des objectifs de certification du projet.

La réussite du chantier repose sur la capacité de chacun à travailler dans le respect de ces principes, avec un souci constant de qualité, de respect mutuel et de préservation de l'environnement de travail.

La signature de cette charte est obligatoire pour toute entreprise, titulaire ou sous-traitante, et conditionne leur autorisation d'intervention sur le site.

# ARTICLE 1 : PREAMBULE ET CONTEXTE

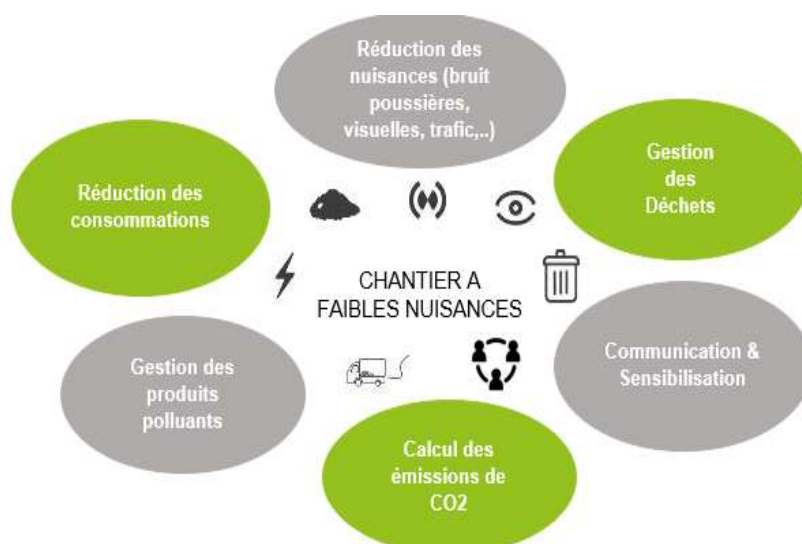
## DEFINITION DES OBJECTIFS

La présente charte a pour objectif principal de garantir que les travaux d'aménagement intérieur du chantier URSSAF PACA se déroulent dans des conditions optimales de respect de l'environnement, de la santé, du confort et de la sécurité de toutes les personnes concernées.

Le chantier doit non seulement produire un résultat conforme aux attentes fonctionnelles et esthétiques du maître d'ouvrage, mais également minimiser autant que possible ses impacts négatifs pendant toute la durée des travaux.

Les objectifs poursuivis par cette charte sont les suivants :

- ➡ **Limitier les nuisances pour les autres usagers de l'immeuble** : Le chantier se déroulant en intérieur, dans un bâtiment neuf partiellement occupé au sein d'une copropriété, il est essentiel de limiter au maximum les nuisances : bruits excessifs, diffusion de poussières, odeurs de produits chimiques, ainsi que les perturbations liées aux déplacements du personnel et aux livraisons. L'organisation du chantier devra impérativement tenir compte de la présence des occupants dans les parties non concernées par les travaux.
- ➡ **Protéger la santé et la sécurité du personnel de chantier** : Les intervenants doivent disposer d'un environnement de travail sain et sécurisé. Le respect des règles d'hygiène, de sécurité collective et individuelle, ainsi que des consignes spécifiques liées aux produits ou aux équipements utilisés, est impératif.
- ➡ **Garantir la propreté permanente du site** : Une propreté rigoureuse devra être maintenue sur l'ensemble du chantier pour éviter les risques d'accidents, les dégradations sur les éléments déjà réalisés, et pour préserver une bonne qualité de l'air intérieur.
- ➡ **Préserver les ouvrages déjà exécutés ou livrés** : Les circulations, ascenseurs, parties communes et éléments livrés (murs, sols, plafonds, équipements techniques) doivent être protégés efficacement contre toute dégradation accidentelle ou volontaire.
- ➡ **Respecter les exigences de labellisation** : Le chantier devra être conduit en tenant compte des objectifs de qualité exigés pour l'obtention des labels OsmoZ – Aménagement et Accessibilité Certivéa. Cela impose notamment une attention particulière à la mise en œuvre des matériaux, aux finitions, à l'ergonomie des espaces, ainsi qu'à l'accessibilité des cheminements, des équipements et des aménagements.
- ➡ **Assurer une gestion exemplaire des déchets** : Tous les déchets issus du chantier devront être triés, stockés et évacués selon les filières appropriées, avec traçabilité. L'objectif est de favoriser la valorisation des déchets et de limiter les mises en décharge.
- ➡ **Promouvoir une attitude écoresponsable de tous les intervenants** : Chaque entreprise et chaque salarié doivent être sensibilisés aux bonnes pratiques environnementales, et adopter des comportements respectueux en matière d'économies d'énergie, de réduction des nuisances, et de propreté.



### Présentation du site et de l'opération

Le projet se situe en centre-ville de Toulon, rue Saunier, dans un environnement urbain dense. Il concerne l'aménagement intérieur des futurs bureaux de l'URSSAF PACA, répartis sur plusieurs niveaux d'un immeuble neuf en R+5 avec sous-sol. L'opération porte sur une surface d'environ 2 800 m<sup>2</sup>, incluant une partie du rez-de-chaussée et l'ensemble des niveaux du R+2 au R+5. Le bâtiment est facilement accessible via les transports en commun (bus et gare SNCF à proximité).

### Les principaux riverains de l'opération

Le site est situé dans un secteur mixte, composé principalement de bureaux, de services publics et de logements. À proximité immédiate, on retrouve des administrations, des commerces, ainsi que plusieurs habitations. Cette diversité d'occupants impose une vigilance particulière pour limiter les nuisances sonores, visuelles ou logistiques durant les travaux.

## ARTICLE 2 : MODALITES CONTRACTUELLES

**CETTE CHARTE DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES EST UN DOCUMENT CONTRACTUEL.**

**LES PRESCRIPTIONS QUI Y SONT FORMULEES S'IMPOSENT AU TITULAIRE DU MARCHE, A SES COTRAITANTS ET A SES SOUS-TRAITANTS EVENTUELS.**

**SA SIGNATURE EST UN PREALABLE OBLIGATOIRE AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX.**

En apposant leur signature, les entreprises reconnaissent avoir pris connaissance de l'ensemble des engagements qu'elle contient et s'engagent à :

- ➡ Respecter les exigences spécifiques relatives à la qualité du chantier et à la limitation des nuisances ;
- ➡ Adopter un comportement responsable et exemplaire en matière d'environnement, de sécurité et de santé au travail ;

- ➡ Intégrer les dispositions de la charte dans leur organisation quotidienne, dans leurs consignes aux équipes, et dans la réalisation concrète des travaux ;
- ➡ Désigner une personne référente « chantier propre et à faibles nuisances » chargée de faire appliquer les règles de la présente charte sur site.

L'engagement porte aussi bien sur les mesures générales (propreté, tri des déchets, respect des horaires, protection des ouvrages livrés...) que sur les objectifs de qualité et de performance environnementale liés à la labellisation OsmoZ - Aménagement et Accessibilité Certivée.

En cas de manquement constaté au respect de la présente charte, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander des mesures correctives immédiates, d'appliquer des pénalités financières si nécessaire, voire de suspendre temporairement ou définitivement l'accès au chantier pour l'entreprise concernée.

La charte reste applicable pendant toute la durée du chantier, y compris lors des phases de nettoyage, de levée de réserves, de mise en service et de livraison des espaces.

## ARTICLE 3 : RESPECT DE LA REGLEMENTATION

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier s'engagent à respecter l'ensemble des lois, règlements et normes en vigueur applicables aux travaux d'aménagement intérieur, en particulier ceux relatifs :

- ➡ À la sécurité et à la santé au travail : respect du Code du travail, port des équipements de protection individuelle (EPI), prévention des risques liés aux chantiers clos, coordination avec le coordonnateur SPS, affichage des consignes de sécurité.
- ➡ À la gestion des déchets : respect du tri des déchets de chantier selon les catégories réglementées (déchets inertes, non dangereux, dangereux), mise en place de contenants identifiés, traçabilité via les bordereaux de suivi, respect des filières agréées.
- ➡ À l'hygiène sur le chantier : présence d'un point d'eau, de sanitaires adaptés et de zones de repos si le chantier s'étale dans le temps, ainsi que nettoyage régulier des zones de travail et de circulation.
- ➡ À la réglementation sur les nuisances sonores : respect des plages horaires autorisées pour les travaux bruyants, utilisation d'outils et d'engins conformes aux normes acoustiques, information des équipes sur les bonnes pratiques de limitation du bruit.
- ➡ À la protection contre les pollutions intérieures : utilisation de produits certifiés (peintures, colles, revêtements) à faibles émissions de COV lorsque cela est requis, manipulation conforme des produits chimiques ou potentiellement nocifs.

Les entreprises devront également se conformer aux éventuelles prescriptions spécifiques du site (plans d'intervention, consignes incendie, livret d'accueil chantier, règlements intérieurs), qui leur seront communiquées lors de leur intégration.

Le chantier sera organisé conformément aux dispositions du Plan Général de Coordination (PGC), afin d'assurer la sécurité, la prévention des risques et la coordination entre l'ensemble des intervenants.

Le non-respect de ces dispositions peut entraîner des mesures correctives immédiates, des rapports d'anomalies transmis à la maîtrise d'ouvrage, et dans les cas graves ou répétés, des exclusions temporaires ou définitives du site.

Le respect de la réglementation est une condition essentielle pour garantir un chantier sûr, sain et conforme aux engagements du maître d'ouvrage vis-à-vis des usagers et des organismes certificateurs.

## ARTICLE 4 : ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER INTERIEUR

### PLAN D'INSTALLATION DU CHANTIER INTERIEUR

Avant le démarrage des travaux, un plan d'installation de chantier (PIC) doit être établi et validé par le maître d'ouvrage ou son représentant. Ce plan précisera :

- ➞ Zones chantier en distinguant les zones travaux des zones accessibles aux occupants
- ➞ Zones de stockage temporaire de matériaux et fournitures ;
- ➞ Emplacements des zones de travail par étage ou secteur ;
- ➞ Zones de dépose des déchets avant évacuation ;
- ➞ Accès et circulations verticales (escaliers, ascenseur de chantier le cas échéant) ;
- ➞ Accès des intervenants et zones de repos si prévus.

Le PIC doit également préciser les modalités d'accès au bâtiment (badges, digicode, gestion des clefs) et être affiché dans un endroit visible pour tous les intervenants.

### PROPRETE DU CHANTIER ET ENTRETIEN

La propreté doit être assurée de manière continue tout au long du chantier, à chaque phase d'intervention, et dans toutes les zones d'activité. À ce titre, chaque entreprise s'engage à :

- ➞ Maintenir ses zones de travail propres et dégagées en fin de journée.
- ➞ Baliser et protéger les cheminements intérieurs (sols, murs, huisseries) pour éviter toute détérioration ;
- ➞ Nettoyer immédiatement toute souillure (colle, peinture, poussière, laitance, etc.) pouvant porter atteinte à des ouvrages déjà livrés ou à l'hygiène générale ;
- ➞ Participer au nettoyage collectif quotidien des parties communes utilisées ou traversées (paliers, circulations, ascenseur de chantier).

Les équipements de protection (films, tapis adhésifs, bâches...) doivent être adaptés à la nature des sols, et remplacés régulièrement.

### CIRCULATIONS ET STATIONNEMENT

L'accès au bâtiment doit rester dégagé et sécurisé à tout moment. Les circulations intérieures doivent permettre une cohabitation fluide entre les équipes, sans obstacle ni danger. Il est formellement interdit :

- ➞ De bloquer les issues de secours ou les accès aux installations techniques ;

- ➡ De stocker des matériaux dans les circulations sans autorisation préalable ;
- ➡ De stationner dans les parties communes ou sur les emplacements réservés aux autres usagers de l'immeuble.
- ➡ De traverser les espaces de la copropriété en dehors des accès dédiés ou temporairement balisés.

Tout transport de matériel lourd ou encombrant ainsi que les livraisons devront faire l'objet d'une planification préalable rigoureuse comprenant : créneau horaire, cheminement emprunté, mise en place de protections adaptées.

## SIGNALISATION ET SECURITE

Pour garantir la sécurité de tous, une signalisation rigoureuse et des mesures de prévention adaptées seront mises en place sur le chantier.

- ➡ Les zones interdites seront clairement signalées.
- ➡ Les consignes de sécurité et le plan d'évacuation en cas d'incident seront affichés de manière visible.
- ➡ Des mesures de prévention spécifiques seront mises en œuvre pour limiter les risques d'incendie, d'électrocution et de chute de matériaux.

## AFFICHAGE ET COMMUNICATION

Les informations suivantes devront être affichées à l'entrée du chantier ou dans un lieu clairement identifié :

- ➡ Planning prévisionnel des travaux ;
- ➡ Numéros d'urgence et consignes de sécurité ;
- ➡ Liste des entreprises intervenantes et coordonnées de leurs référents ;
- ➡ Règlement intérieur du chantier (si applicable) ;
- ➡ Fiche de signalement de dysfonctionnements ou de remarques.
- ➡ Contact de l'entreprise en charge de la fermeture du chantier.

En complément, en raison du caractère occupé du site et de la présence de copropriétaires, un affichage spécifique devra être mis en place à l'entrée de l'immeuble :

- ➡ Nature des travaux réalisés ;
- ➡ Calendrier prévisionnel mentionnant les grandes phases du chantier ;
- ➡ Planning d'utilisation de l'ascenseur (si concerné) ;
- ➡ Coordonnées du Maître d'Ouvrage, de la Maîtrise d'Œuvre et de l'entreprise principale ;
- ➡ Information préalable par note affichée avant chaque phase majeure de travaux ;
- ➡ Organisation d'une réunion d'information avec la copropriété si nécessaire.

Ces mesures visent à garantir la bonne information des occupants, limiter les incompréhensions et assurer la cohabitation chantier/usagers dans les meilleures conditions.



## ARTICLE 5 : MAITRISE DES NUISANCES INTERIEURES

Bien que le chantier se déroule exclusivement à l'intérieur d'un bâtiment neuf, il peut générer des nuisances importantes pour les autres usagers de l'immeuble, les futurs occupants ou les équipes travaillent déjà sur site. La maîtrise de ces nuisances est donc une priorité pour l'ensemble des entreprises intervenantes.

### NUISANCES SONORES

Les travaux bruyants (perçage, sciage, fixation mécanique...) doivent être planifiés et regroupés sur des plages horaires réduites, communiquées à l'avance au responsable du chantier. Il est demandé aux entreprises :

- ➡ D'utiliser du matériel récent et entretenu, conforme aux normes acoustiques en vigueur ;
- ➡ De privilégier, autant que possible, des procédés de pose ou de découpe silencieux ;
- ➡ D'éviter les bruits inutiles (écoute de musique, cris, coups de marteau hors zone de travail) ;
- ➡ De stopper les travaux bruyants pendant les horaires sensibles (début de matinée, pause déjeuner, fin de journée) si un planning particulier est imposé.

### POUSSIÈRES ET QUALITÉ DE L'AIR

Chaque entreprise est responsable de limiter la génération de poussières et de protéger les zones environnantes :

- ➡ Les zones de ponçage, découpe ou projection doivent être confinées (bâches, rideaux, cloisons légères) ;
- ➡ L'aspiration à la source (avec aspirateur adapté) doit être systématiquement utilisée sur les outils portatifs ;
- ➡ Les déchets ou résidus ne doivent jamais être balayés à secs : nettoyage par aspiration ou serpillère humide uniquement ;
- ➡ Aucun produit pulvérisé (colle, laque, peinture en bombe...) ne doit être utilisé sans accord préalable.

Un soin particulier est exigé dans les zones proches des systèmes de ventilation, des réseaux électriques ou des futurs espaces de travail.

### NUISANCES OLFACTIVES ET PRODUITS CHIMIQUES

L'utilisation de produits à forte odeur (peintures, solvants, colles...) doit être limité au strict nécessaire, et se faire dans des conditions contrôlées :

- ➡ Produits à faible émission de composés organiques volatils (COV) à privilégier ;
- ➡ Stockage des produits dans des contenants hermétiques, à l'écart des circulations principales ;
- ➡ Aération immédiate et prolongée après l'application de produits odorants.

Les fiches de données de sécurité (FDS) doivent être disponibles sur le chantier et accessibles à toute demande.

## PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS

Les ouvrages déjà livrés, posés ou en cours de finition (sols, murs peints, menuiseries, installations électriques) doivent être protégés efficacement contre toute dégradation. Cela implique :

- ➡ Mise en place de protections adaptées (films de sol, cartons, panneaux rigides, etc.) avant toute intervention ;
- ➡ Interdiction de poser du matériel ou des outils directement sur les surfaces sensibles ;
- ➡ Nettoyage systématique après chaque passage, même bref.

Les dégradations constatées devront être réparées aux frais de l'entreprise responsable, sans délai.

## RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT IMMEDIAT

Chaque intervenant doit adopter un comportement respectueux des autres usagers, du voisinage, et de l'image du chantier :

- ➡ Ne pas fumer dans les locaux, ni à proximité des entrées ;
- ➡ Ne pas laisser traîner de déchets, emballages ou gobelets ;
- ➡ Respecter les consignes de tri, de circulation et de courtoisie sur site.

## RESPECT DE LA VIE PRIVEE ET DU VOISINAGE

Le chantier impose un comportement professionnel strict de la part des ouvriers. Toute prise de photos ou vidéos est interdite sans autorisation préalable. Une obligation de discrétion et de respect de la vie privée des occupants et du voisinage est exigée en permanence.

L'objectif est de garantir un chantier discret, propre et maîtrisé, en cohérence avec les attentes du maître d'ouvrage et les ambitions de labellisation du projet.

## ARTICLE 6 : GESTION DES DECHETS

La bonne gestion des déchets est une composante essentielle de la performance environnementale du chantier. Elle permet de limiter les impacts sur l'environnement, de garantir la propreté des espaces, de sécuriser les zones de travail, et de répondre aux exigences des labels visés (OsmaZ et Accessibilité). Chaque entreprise est responsable de la gestion des déchets qu'elle génère, depuis leur production jusqu'à leur évacuation vers une filière agréée. Aucune tolérance ne sera accordée en cas de dépôt sauvage, de mélange non autorisé ou de non-respect des consignes de tri.

### TRI A LA SOURCE

Un tri des déchets est exigé dès la source, dans les zones de travail. À minima, les flux suivants doivent être séparés :

- ➡ Déchets inertes (gravats, chutes de plâtre, carrelage, béton sec, etc.) ;
- ➡ Déchets non dangereux (bois, plastique, métal, cartons, emballages divers) ;
- ➡ Déchets dangereux (pots de peinture, colles, solvants, aérosols, tubes néon...) ;

- ➡ Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Des contenants distincts et identifiés devront être utilisés pour chaque type de déchet. Les entreprises doivent prévoir ces contenants dans leur plan d'installation.

## STOCKAGE TEMPORAIRE ET EVACUATION

Les déchets doivent être stockés dans des zones propres, délimitées, sécurisées et ventilées, en attente d'évacuation. Aucun dépôt ne doit être fait dans les circulations, les escaliers, ou les zones communes sans autorisation préalable.

L'évacuation des déchets doit être régulière et documentée :

- ➡ Les entreprises doivent remettre les bordereaux de suivi des déchets (BSD) à la maîtrise d'ouvrage ou à son représentant ;
- ➡ Les déchets doivent être confiés à des prestataires dûment habilités, en capacité de valoriser ou de traiter chaque type de flux selon la réglementation ;
- ➡ En cas de présence de déchets dangereux, la réglementation ADR s'applique (étiquetage, transport, traitement spécifique).

## LIMITATION DES VOLUMES

Les entreprises doivent adopter une démarche de réduction à la source des déchets :

- ➡ Optimisation des quantités commandées ;
- ➡ Réutilisation sur site de chutes exploitables ;
- ➡ Choix de produits à emballage réduit ou récupérable ;
- ➡ Prévision de zones de coupe ou de préparation propres, pour éviter les pertes.

L'objectif est de limiter le volume global de déchets et de favoriser leur valorisation à chaque étape du chantier.

## COMPORTEMENT DES INTERVENANTS

Chaque intervenant doit adopter un comportement responsable :

- ➡ Aucun déchet ne doit être abandonné sur place, même temporairement ;
- ➡ Les contenants de tri ne doivent pas être contaminés par d'autres flux (pas de déchets dangereux dans une benne à bois, par exemple) ;
- ➡ Les déchets de pause (aliments, emballages personnels) doivent être jetés dans les poubelles prévues à cet effet, en dehors des zones de stockage technique.

Le non-respect de ces règles pourra entraîner des pénalités, une éviction temporaire du site, voire une exclusion définitive de l'entreprise concernée en cas de récidive.

## ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DU SIGNATAIRE

A

Le

Mention(s) manuscrite(s) "Lu et approuvé", signature(s) et cachets de l'(des) entrepreneur(s)

**Le titulaire (le représentant de l'entreprise)**

## ANNEXE 1 : BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS



Décret n°2005-635 du 30 mai 2005  
Arrêté du 29 juillet 2005

## Page n° /

- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

<b>- A REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -</b>	
<b>Bordereau n° :</b> <input type="checkbox"/> Producteur du déchet <input type="checkbox"/> Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique ( <i>joindre annexe 1</i> )  <input type="checkbox"/> Personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable ( <i>joindre annexe 2</i> ) <input type="checkbox"/> Autre détenteur  N° SIRET : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ] NOM : _____ Adresse : _____  Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____	<b>2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue</b> Entreposage provisoire ou reconditionnement <input type="checkbox"/> oui ( <i>cadres 13 à 19 à remplir</i> ) <input type="checkbox"/> non  N° SIRET : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ] NOM : _____ Adresse : _____  Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____  N° de CAP (le cas échéant) : _____ Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) : _____
<b>3. Dénomination du déchet</b>	
Rubrique déchet : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ]	Consistance : <input type="checkbox"/> solide <input type="checkbox"/> liquide <input type="checkbox"/> gazeux
Dénomination usuelle : _____	
<b>4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant)</b>	
<b>5. Conditionnement:</b> <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) _____ Nombre de colis : _____	
<b>6. Quantité</b> <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) _____	
<b>7. Négociant (le cas échéant)</b> N° SIREN : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ] NOM : _____ Adresse : _____	Récépissé n° : _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Personne à contacter : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____
<b>- A REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -</b>	
<b>8. Collecteur-transporteur</b> N° SIREN : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ] NOM : _____ Adresse : _____  Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____	Récépissé n° : _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Mode de transport : _____ Date de prise en charge : / /  Signature : _____  <input type="checkbox"/> Transport multimodal ( <i>Cadres 20 et 21 à remplir</i> )
<b>- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -</b>	
<b>9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau :</b> Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : _____ Date : / /	
<b>- A REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -</b>	
<b>10. Expédition reçue à l'installation de destination</b> N° SIRET : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ] NOM : _____ Adresse : _____  Personne à contacter : _____ Quantité réelle présentée : _____ tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : _____  Signature : _____ Date : / /	<b>11. Réalisation de l'opération :</b> Code D/R : _____  Description : _____  Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée NOM : _____ Date : / / Signature et cachet : _____
<b>12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571*01) :</b>	
Traitement prévu (code D/R) : _____ N° SIRET : [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ] NOM : _____ Adresse : _____	Personne à contacter : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____

*L'original du bordereau suit le déchet.*



Formulaire CERFA n° 12571\*01

Décret n°2005-635 du 30 mai 2005  
Arrêté du 29 juillet 2005**Bordereau de suivi des déchets (suite)**

Page n° /

<b>N° du bordereau de rattachement :</b>	
<b>- À REMPLIR EN CAS D'ENTREPOSAGE PROVISOIRE OU DE RECONDITIONNEMENT -</b>	
<b>13. Réception dans l'installation d'entreposage ou de reconditionnement</b> N° SIRET : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : _____ Adresse : _____ Quantité présentée : <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : _____  Date : / / Signature et cachet : _____	<b>14. Installation de destination prévue</b> N° SIRET : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____ N° de CAP (le cas échéant) : _____ Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) : _____  Cadre 14 rempli par : <input type="checkbox"/> Émetteur du bordereau (cf cadre 1) <input type="checkbox"/> Installation d'entreposage ou de reconditionnement (cf cadre 13)
<b>15. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant) :</b> (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
<b>16. Conditionnement :</b> <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) _____ Nombre de colis : _____ (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
<b>17. Quantité</b> <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
<b>18. Collecteur-transporteur après entreposage ou reconditionnement</b> N° SIREN : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____  Récépissé n° _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Mode de transport : _____ <b>Date de la prise en charge :</b> / / Signature : _____ <input type="checkbox"/> Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)	
<b>19. Déclaration de l'exploitant du site d'entreposage ou de reconditionnement :</b> Je soussigné certifie que les renseignements portés ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : _____ Date : / / Signature et cachet : _____	
<b>- À REMPLIR EN CAS DE TRANSPORT MULTIMODAL -</b>	
<b>20. Collecteur-transporteur n°</b> N° SIREN : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____  Récépissé N° _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Mode de transport : _____ <b>Date de prise en charge :</b> / / Signature : _____	
<b>21. Collecteur-transporteur n°</b> N° SIREN : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : _____ Adresse : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____  Récépissé N° _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Mode de transport : _____ <b>Date de prise en charge :</b> / / Signature : _____	

Ce feuillet n'est à joindre que lorsqu'une des cases est remplie.

Ci-dessous le lien pour télécharger des BSD pour :

- Déchets non dangereux ou inertes : [http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/res/dechets\\_chantier/PDF/Bordereau%20de%20suivi%20des%20d%C3%A9chets%20non%20dangereux%20et%20inertes.pdf](http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/res/dechets_chantier/PDF/Bordereau%20de%20suivi%20des%20d%C3%A9chets%20non%20dangereux%20et%20inertes.pdf)
- Déchets dangereux : [http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/res/dechets\\_chantier/PDF/bord\\_dechets\\_dangereux.pdf](http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/res/dechets_chantier/PDF/bord_dechets_dangereux.pdf)  
Déchets dangereux contenant de l'amiante : [http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/res/dechets\\_chantier/PDF/cerfa\\_11861\\_03.pdf](http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/res/dechets_chantier/PDF/cerfa_11861_03.pdf)



## ANNEXE 2 - TABLEAU D'IDENTIFICATION DES INTERVENANTS, SUIVI DE LA SENSIBILISATION

N°	LOT	ENTREPRISE	RESP. ENV	COORDONNEES	DATE	FORMATEUR